Sylvie GUILLAUME
& Jean GARRIGUES
(dir.)

CENTRE ET CENTRISME EN EUROPE AUX XIXE ET XXE SIÈCLES

Regards croisés

PUBLIBOOK

Sylvie GUILLAUME
& Jean GARRIGUES
(dir.)

CENTRE ET CENTRISME EN EUROPE AUX XIX^{E} ET XX^{E} SIÈCLES

Regards croisés

PUBLICATIONS

Introduction générale

Sylvie GUILLAUME et Jean GARRIGUES

Cet ouvrage tente de réaliser une synthèse sur le centrisme qui n'a guère suscité jusqu'ici l'intérêt des chercheurs et tout particulièrement des historiens, alors que les travaux sur des familles politiques bien identifiées de la droite et de la gauche abondent. Le principal objectif du livre est donc de combler une lacune historiographique qui s'explique par un accès difficile à des sources moins bien répertoriées que celles des partis mieux structurés, par des problèmes d'identification et par des *a priori* idéologiques. Dans un pays comme la France, où il existe une forte prégnance de l'idéologie marxiste dans les organisations partisanes, dans l'électorat et dans l'historiographie[1], rares sont les études sur un centre qui est souvent en situation d'échec, difficile à cerner et qui souffre d'une image négative sous le vocable peu élogieux de « marais ».

Une première synthèse du « centre et du centrisme en France » vient d'être réalisée dans le cadre d'un colloque national qui a mis en lumière les moments centristes, depuis les débuts de la Troisième République jusqu'à la cohabitation de la Cinquième[2]. En dépit des séductions qu'offre le recentrage des partis politiques sur un électorat de plus en infidèle, à droite comme à gauche, ce positionnement est resté fragile tout au long de notre histoire politique contemporaine. L'échec du centre et à un moindre degré du centrisme en France est l'expression d'une culture politique de conflit où s'opposent droite et gauche, où le réformisme gestionnaire est peu représentatif et où s'accentue au XX^e^ siècle la diabolisation du libéralisme ; ce sont autant de facteurs qui condamnent ainsi le centre et le centrisme, assimilés aux compromissions et à l'opportunisme. L'examen du cas français a conduit tout naturellement à cette étude européenne comparée, afin de vérifier la réalité de l'exception française.

---

1 Lazar, M., *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

2 Guillaume, S. (dir.), *Le centrisme en France aux XIX^e^ et XX^e^ siècles : un échec ?* Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA), 2005. Actes du colloque tenu à Bordeaux les 25-26 mars 2004.

L'articulation de l'ouvrage répond à une logique chronothématique à partir d'une comparaison entre plusieurs grands pays européens, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, et l'Italie, le cas français étant évoqué dans une seule présentation générale[3]. L'étude, qui porte sur deux siècles, permet de faire valoir le poids des cultures politiques de chacun des pays et de distinguer aussi des « moments » centristes, souvent différenciés mais parfois synchroniques, comme celui de la Troisième Force italienne et française après 1945.

La prise en compte des cultures politiques explique le découpage en quatre parties : le centrisme dans les familles libérales au XIX^e^ siècle, le centrisme dans les partis d'inspiration chrétienne et du centre droit (XIX^e^-XX^e^ siècles), le centrisme dans les partis de gauche et centre gauche au XX^e^ siècle et le centrisme dans les familles libérales au XX^e^ siècle.

Ce découpage découle des questionnements sur l'identification du centre et du centrisme. On peut considérer *a priori* que les partis centristes occupent un « espace politique » entre la droite et la gauche. Il s'agit bien d'un espace de l'« entre-deux » qui peut s'élargir ou s'amoindrir au gré des circonstances. Cette configuration particulière amène les partis centristes à être des partis pivots pouvant jouer un rôle non négligeable dans les coalitions, comme l'ont fait les libéraux en Allemagne ; dans ce cas, ils se définissent par rapport à la droite et à la gauche dans un système bipolaire. Ils peuvent aussi être un parti dominant ; on peut alors parler d'autonomisation du centre dans des moments centristes souvent de courte durée.

Mais le centrisme ne peut pas se réduire à l'appartenance à une formation politique. Il peut exercer une forte influence et ainsi s'identifier à des grands courants des cultures politiques nationales et transnationales. On peut alors s'interroger sur l'identification du centrisme au libéralisme et/ou aux courants d'inspiration chrétienne.

Les familles libérales se revendiquent souvent comme des centres mais tous les partis libéraux ne sont pas centristes et peuvent se situer à droite de l'échiquier politique comme en Belgique. Par ailleurs, tous les

[3] Colloque international des 23 et 24 mai 2005 à Paris au Sénat et à la Sorbonne et organisé par l'Institut universitaire de France (Sylvie Guillaume), le Comité d'histoire parlementaire et politique (Jean Garrigues), le Centre aquitain d'histoire moderne et contemporaine (Sylvie Guillaume). Membres du comité scientifique : Serge Berstein (IEP Paris), Philippe Chassaigne (Tours), Jean Garrigues (Orléans), Sylvie Guillaume (IUF et Bordeaux), Jean-Marie Mayeur (Sorbonne, Paris IV), Horst Moeller (Institut für Zeitgeschichte München).

partis centristes ne sont pas libéraux[4]. Dans les pays du nord de l'Europe, la culture libérale est mieux enracinée, donc plus influente, que dans d'autres comme la France, l'Italie et l'Espagne. Ces différences nationales expliquent-t-elles les heurs et malheurs du centrisme de chacun des pays ?

Le second identifiant du centrisme est l'inspiration chrétienne-démocrate, mais là encore la question est complexe. Comme le montre l'exemple allemand, le caractère confessionnel (en l'occurrence catholique) du *Zentrum* de l'Allemagne wilhelmienne et celui interconfessionnel de la CDU en république fédérale d'Allemagne expliquent l'échec du premier parti et le succès du second dans l'affirmation du centrisme. Par ailleurs, la vision sociale des partis d'inspiration chrétienne les amène aussi à se séparer des familles libérales qui sont plus fondamentalement au centre. D'un autre côté, les libéraux veulent mettre fin au poids des Églises. Les partis d'inspiration chrétienne peuvent donc récuser le centrisme par antilibéralisme. Par exemple, le MRP dans la France de l'après 1945 ne se dit pas centriste mais « populaire ». Les références au libéralisme ou à l'inspiration chrétienne soulignent la complexité de l'identification du centrisme.

En outre, le centrisme peut s'exercer dans des partis qui ne sont pas centristes. On constate ainsi dans tous les pays des recentrages dans les partis de gauche comme de droite pour répondre à des crises. Le centre et le centrisme seraient-ils alors un simple mode opératoire pour gouverner, une stratégie pour se maintenir au pouvoir ? C'est souvent le cas dans les pays marqués par la bipolarisation, le meilleur exemple étant la Grande-Bretagne où les partis du centre n'existent pas ou bien ont une longévité politique éphémère, comme le *Social democratic party*. Le Parti conservateur a en son sein des « radicaux » – entendons des conservateurs radicalisés – et des « centristes ». Le repositionnement du Parti travailliste britannique sous la houlette de Tony Blair est un autre exemple du recentrage de la gauche britannique. Dans l'Espagne post-franquiste, le centrisme, après avoir réussi la transition démocratique, s'est ensuite effondré avec l'échec de l'UCD, mais n'en reste pas moins l'une des clefs du « consensus à l'espagnole ». De même, les cohabitations en France à partir de 1986 reflètent par bien des aspects la tentation d'un « consensus à la française ».

Mais on peut aussi se demander si le tropisme du centre, constaté dans la majorité des pays étudiés, n'aurait pas une dimension plus

[4] Citons quelques rares synthèses européennes sur le libéralisme comme Kirchner, E. (ed.), *Liberal parties in western Europe*, New York, Cambridge University Press, 1988 et Dewit, P. (dir.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, ULB, 2002.

profonde et plus positive, comme le montre l'exemple de la république fédérale allemande. Le centrisme de l'Union chrétienne-démocrate, (CDU), et le centrisme du Parti social démocrate (SPD), qui renonce au marxisme au congrès de Bad-Godesberg en 1969, n'ont-ils pas été des facteurs déterminants de la démocratisation de l'Allemagne de l'Ouest puis de l'Est, autour d'une cohésion sociale favorisée par l'appui des classes moyennes ?

Il ne s'agit donc pas ici de réhabiliter un courant politique en situation d'échec. Au regard de l'histoire politique européenne, il faut mettre à bas le schéma franco-français d'un centre laminé par la bipolarisation, incapable de s'autonomiser par rapport à la droite et à la gauche. Au contraire, cet ouvrage entend souligner la vitalité récurrente des traditions centristes et du tropisme, qui n'ont cessé de proposer des solutions de gouvernement aux grandes démocraties européennes. C'est à la fois un enjeu tout à fait neuf pour les historiens et un vaste sujet de réflexion pour les politiques.